La fourmi rouge

Nº 183
SEPTEMBRE 2020

PoP & GAUCHE EN MOUVEMENT

UN MONDE SANS CERTITUDE

Le monde a-t-il changé depuis le printemps dernier? Les rues désertes et le ciel libéré par les avions ont retrouvé leur rythme d'avant. Pourtant, quelque chose a changé. Nous ne sommes plus tout à fait pareils, malgré un besoin, bien humain, de retrouver nos habitudes.

En ce moment, certain-e-s craignent que l'on perde des libertés, et fustigent les mesures liberticides telles qu'une application de traçage ou les limitations dans les lieux publiques. Et pourtant, le virus est toujours là et les infections se poursuivent. Nos rapports quotidiens se complexifient, un regard questionne l'attitude à avoir. Parfois, ce regard crée des connivences, parfois, de la distance. L'essentiel est de réussir à trouver la bonne mesure pour préserver la bienveillance.

Notre monde basé sur un système capitaliste continue de montrer ses limites. Les petites entreprises et les commerçants doivent parfois mettre la clé sous la porte, supprimer des emplois. La fermeture des frontières tentant de limiter la propagation du virus n'a pas réduit les frontières sociales. La mobilisation des collectifs permet de rendre visibles, ces nombreuses personnes qui font tourner, dans l'ombre, notre économie. Mais leur action ne doit pas se contenter d'assistance. Les autorités doivent prendre des mesures pour rendre notre système social plus inclusif, et résister à la machine à créer des invisibles, provenant des politiques migratoires notamment. Nos élu-e-s se sont manifesté-e-s dans ce sens auprès des Autorités.

A ce propos, les limites proposées par l'UDC dans son initiative soumise à votation en septembre revient à faire porter aux migrant-e-s les causes des difficultés économiques. Or, la fermeture des frontières n'apporte aucune réponse aux problèmes sociaux et de justice qui se posent dans le projet européen d'aujourd'hui.

La crise a aussi mis un coup d'accélérateur vers des villes plus durables. A ce propos, une initiative pour les transport publiques gratuits a été déposée au Grand Conseil par le POP. C'est un encouragement clair en faveur ds transports en commun, mais qui cherche encore un soutien auprès de la classe politique, frileuse lorsqu'il s'agit de passer à l'acte.

La Fourmi rouge continue son travail, dans les souterrains institutionnels et dans l'espace public. Elle vous attend le 05 septembre avec son traditionnel marché aux puces sur la Place du Marché de Renens et le 10 oct. à la salle de spectacles pour une belle fête.

PAGE 2
- Nouvelles de Renens

PAGE 3
- Votations fédérales du 27.09.2020

PAGE 4
- Permanences de la Fourmi rouge
- Portrait de Martha Bejarano

Renens, place du Marché, samedi 5 septembre 2020 de 9h à 16h

Grand marché aux puces

et foire aux livres

Risotto ticinese à midi

Organisation: Fourmi rouge - POP

Les mesures sanitaires en vigueur seront appliquées.

CLAP DE FIN: POSTE DE RENENS VILLAGE

Le 10 juillet dernier, la fourmi rouge, ACIDUS et quelques habitant-e-s du village disaient adieu à leur poste, sur quelques phrases historiques…*

Au printemps 2001, la poste du village, menacée de fermeture, était soutenue par une pétition: 2000 signatures furent envoyées à M. Leuenberger, alors Conseiller fédéral, pour signifier son importance et le soutien de la population à «sa» poste. En 2004, les horaires de la poste du village, ont été réduits: une heure de moins par jour, aux heures les plus importantes de la journée contribuant à rendre son accès difficile pour les personnes qui travaillaient. Le comité de défense de la poste du village composé de nombreux habitant-e-s du quartier, s'est alors créé.

Depuis lors, la relation entre les habitant-e-s du village et la Poste fut intense. De nombreux courriers, des rencontres avec les Municipalités successives et des pétitions, ont permis de maintenir un second service postal à Renens. La Municipalité de Renens l'a défendu jusqu'au bout. Mais la Poste a choisi d'installer ses services dans une agence, après vingt ans de lutte pour un service public, de proximité.

*association citoyenne pour la défense des usagers du service public - www.acidus.ch

URGENCE CLIMATIQUE: HÂTE-TOI LENTEMENT!

Notre député Vincent Keller a proposé d'inscrire le principe de la gratuité des transports publics dans la Constitution vaudoise afin d'inciter un maximum de Vaudois.es à utiliser les transports en commun. En vain. Le député popiste de l'Ouest lausannois s'est heurté au refus des groupes bourgeois. Plus étonnant, il a dû affronter le Conseil d'Etat, pourtant à majorité rose-verte, ainsi que des élu-e-s des groupes socialiste et Vert, mais il a reçu le soutien des centristes!

Au cours d'un débat surréaliste, Mme Gorrite, cheffe du département des infrastructures, a plaidé pour développer l'offre des transports publics dans les zones périphériques en insinuant qu'il y aurait une contradiction entre ce développement et la gratuité. Un élu vert a émis des doutes sur l'efficacité de la gratuité pour inciter les pendulaires à changer de mode de transport, alors que son parti préconise des taxes à tout-va pour dissuader la consommation de biens polluants… Et enfin, où trouver les 350 à 400 millions de francs annuels pour cette gratuité? M. Keller a pourtant présenté plusieurs pistes, mais aucune n'a été discutée.

En effet, d'une part, les élu-e-s bourgeois.es ne veulent pas de la gratuité et, d'autre part, socialistes et Verts ont «leur» Plan climat qui prévoit 50 millions pour les zones périphériques, en tout. Une chose est sûre: ces 50 millions ne suffiront pas et on perd du temps dans la lutte pour un climat vivable!

TÉLÉMÉDECINE OU BUSINESS?

Pendant la période de confinement que l'on vient de passer, le télétravail a été largement utilisé. Cela a aussi été le cas dans le suivi des patient-e-s.

«Opportunément» est apparue, fin avril en Suisse romande, une application «que dit le pédiatre?» mise au point par Baby and Kids Care, une entreprise de services: on nous vante l'absence d'attente fastidieuse dans les cabinets pédiatriques ou les urgences hospitalières. L'application permet d'éviter une consultation avec un pédiatre chevronné tout en restant dans le confort de son domicile, en vantant par là son aspect plus écologique, une diminution des coûts de la santé, et une consultation totalement remboursée par la LAMAL.

Bref, un nouveau produit de consommation mis sur le marché de la santé, avec des «arguments de vente» qu'aucun médecin qui s'installe n'oserait invoquer.

Vanter qu'en un clic vous avez accès depuis chez vous à un spécialiste qui va résoudre votre problème est franchement réducteur, ne remplace pas les savoirs-faire des professionnel-le-s. C'est aussi une vision consumériste de la santé et une dérive inquiétante et pernicieuse.

Alors télémédecine oui, mais pas n'importe comment et pas à tout prix.

Dr Bernard Borel

VOTATIONS FÉDÉRALES DU 27 SEPT.

LA FOURMI RECOMMANDE

Congé de paternité payé:	OUI
Modification: loi sur l'impôt direct	NON
Acquisitions de nouveaux avions de combat:	NON
Modification: loi sur la chasse:	NON
Pour une immigration modérée:	NON

VOTONS OUI AU «CONGÉ PATERNITÉ»

Alors que plus de la moitié des pays de l'OCDE prévoient un congé de maternité ou un congé parental d'au moins 43 semaines, une initiative déposée au parlement fédéral en 2017 demandait un congé de paternité de 4 semaines (équivalent au congé octroyé à son personnel par des villes de gauche comme Renens et Lausanne et par le canton de Vaud), le Conseil des Etats a déposé une initiative parlementaire à titre de contre-projet qui demande:

- un congé de paternité de deux semaines
- à prendre dans les six mois après la naissance de l'enfant
- à financer par le régime des allocations pour perte de gain. (0,06% de cotisation salariale, même pas le prix d'un café).

Durant le confinement, le rôle fondamental des deux parents dans la vie familiale et professionnelle a été salué haut et fort. Elles sont le socle d'une répartition plus égalitaire au sein des familles. Ces deux petites semaines de congé paternel que nous allons obtenir par le vote sont une avancée bien frileuse et peu coûteuse quoi qu'en disent ceux qui osent la combattre pour des raisons (disent-ils) économiques. Pour nous, c'est un premier pas, avant les suivants, pour une véritable politique familiale.

NON À L'INITIATIVE DE L'UDC!

L'initiative de l'UDC «pour une immigration modérée» vise la suppression de la libre circulation des personnes. On supprimerait ainsi des droits pour une partie important de la population étrangère en Suisse, notamment le droit des ressortissant-e-s des pays européens de séjourner ici en cas de contrat de travail et de faire venir leur famille à des conditions facilitées. L'UDC prétend vouloir lutter contre l'augmentation du chômage et améliorer la prospérité de la Suisse. Des études montrent pourtant que la libre circulation est bénéfique pour l'économie et que cette main d'œuvre est nécessaire dans de nombreux métiers.

En réalité, on peut penser que l'UDC ne veut pas tant s'attaquer au chômage qu'à ces droits qui permettent aux travailleuses et travailleurs de mieux se défendre contre des conditions de travail indignes. Certes, ces droits ne suffisent pas toujours. Cependant, une personne qui jouit de la libre circulation a plus de possibilités de résister qu'une personne qui peut être renvoyée du jour au lendemain. Il faut lutter pour améliorer les conditions de travail en Suisse et pour ne pas perdre nos droits acquis. Non pas en supprimant les droits de libre circulation, mais en renforçant les mesures d'accompagnement et les luttes syndicales.

AVIONS DE COMBAT

Le peuple se prononcera le 27 septembre pour ou contre l'arrêté fédéral du 20 décembre 2019 relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat.

Le Parlement a autorisé en 2019 le Conseil Fédéral à dépenser 6 milliards de francs pour l'achat de nouveaux avions de combat. Contre cet achat le PS, les Verts et le GSsA (groupement pour une Suisse sans armée) ont fait aboutir un référendum. Le comité référendaire calcule qu'avec les coûts d'entretien, de réparation et d'exploitation, ce seront 24 milliards de francs qui seront finalement nécessaires. Et il soutient que les F/A-18 en service, secondés par une flottille d'avions légers à acquérir et une défense anti-aérienne renforcée, feraient l'affaire.

NON AUX CADEAUX FISCAUX POUR LES FAMILLES AISÉES

Ne vous y fiez pas, ce projet est trompeur. Il fera perdre aux collectivités des revenus essentiels (notamment le soutien de la Confédération pour favoriser le développement des crèches). De plus, il concerne uniquement les personnes qui gagnent plus de 100'000 francs par année, et près de 70% de ce «cadeau» ira aux 12% des ménages ayant un revenu imposable supérieur à 150'000 francs.

Actuellement, les déductions pour frais de garde vont jusqu'à 10'100.- par revenu imposable. Augmenter cette déduction à 25'000 francs comme le Conseil fédéral et le Parlement le veulent aura pour conséquences des pertes massives qui sont déjà estimées à 370 millions pour les collectivités publiques. C'est en réalité un cadeau aux très hauts revenus que souhaite faire le parlement de droite non pas aux familles des classes populaire et moyenne qui en ont plus besoin.

Nous soutenons le référendum lancé par le PS et disons NON à la modification de la loi sur l'impôt fédéral direct.

LOI SUR LA CHASSE

Alors que jusqu'ici, la Confédération est seule compétente pour autoriser l'abattage des animaux protégés par la législation fédérale, les cantons pourraient dorénavant ordonner des tirs sans avoir à en référer à quiconque.

Il serait désormais possible de tuer des animaux protégés considérés comme indésirables avant même qu'ils n'aient causé le moindre dommage: le simple fait qu'ils existent suffirait à justifier leur mise à mort. Des bêtes potentiellement menacées comme le castor, le lynx, la loutre, courent ainsi le risque d'être abattus. En Suisse, pour qu'une espèce soit considérée comme chassable, elle doit être spécifiée comme telle dans la Loi sur la chasse; on s'étonne d'y trouver des animaux dont la survie est menacée, comme la bécasse des bois et le lièvre brun. C'est pourquoi nous vous recommandons de voter NON.

PORTRAIT

MARTHA BEJARANO, UNE CONSEILLÈRE COMMUNALE QUI S'ENGAGE POUR SA VILLE

Lorsque l'on demande à Martha quel est son premier souvenir de la Suisse, elle se rappelle le sentiment de sécurité très fort qui émanait de ce petit pays qu'elle découvrait après avoir quitté la Colombie.

Si sa venue en Suisse est le fruit de son histoire d'amour avec son mari, Johnson Bastidas, réfugié politique alors qui avait dû prendre les chemins de l'exil, son engagement politique est le fruit de rencontres avec des figures engagées de Renens. Anne-Lise Tombey qui lui est un jour présentée va l'inviter à rejoindre l'association des Femmes solidaires sans frontières. Dans cette association renanaise, elle découvre une très grande solidarité entre les femmes et c'est très naturellement qu'elle s'y engage puis en devient caissière et présidente. Cette activité associative la mène quelques années plus tard à la Fourmi rouge qu'elle avait l'habitude de croiser sur la place du Marché de Renens. Assistante sociale de formation, elle sait que derrière l'image d'une Suisse prospère, il y a une Suisse précaire et c'est pour elle «important d'être là pour ces personnes». Alors sur les bancs du Conseil communal avec son groupe, elle n'hésite pas à interpeller sa ville, à proposer des idées, à demander des comptes sur ce qui ne fonctionne pas « même si c'est parfois frustrant de voir que des décisions se prennent à d'autres niveaux, nous devons continuer de lutter ». Cette conviction se concrétise aussi par un engagement avec le syndicat SUD auprès du groupe femmes pour l'amélioration des conditions de travail et une véritable égalité hommes-femmes.

COUP DE GUEULE

OUI À L'INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES - UN VIRAGE À PAS LOUPER !

Initiative multinationales responsables

Cette initiative soutenue par quelque 120 organisations non gouvernementales a été déposée il y a trois ans. Son but est d'imposer un devoir de diligence aux entreprises suisses actives à l'étranger en matière de respect des droits humains et des normes environnementales. Concrètement, elle veut mettre fin au scandale du travail des enfants (mines d'or en Ouganda), des cancers en masse au Brésil liés à l'utilisation de pesticides interdits en Suisse, des pollutions qui détruisent des régions entières.

Après deux ans de palabres, les chambres fédérales ont accouché d'une souris: un contre-projet minimaliste, soutenu par UDC, PLR et PDC. Les multinationales ne devront pas répondre des dommages causés mais publier sans obligation, une fois par an, une brochure descriptive de leurs activités sur papier glacé!

Le lobby des grandes multinationales comme Glencore et Syngenta a remporté le premier round. Il faudra gagner le deuxième et leur asséner dans les urnes, cet automne, un uppercut afin de limiter les dégâts qu'elles imposent à la démocratie, à la santé de notre planète, à la justice sociale et limiter la barbarie de leurs profits.

Il est temps que l'on devienne les actrices et acteurs d'un monde un peu meilleur et d'une mondialisation raisonnée.

CRYTPO ET LA CIA

Sise à Zug, Crypto AG, rachetée en sous-main par la CIA, a vendu des machines à crypter à une centaine de pays qui mettaient leur confiance dans la neutralité du swiss made. La CIA a lu leur correspondance de 1971 à 2018. Nos autorités le savaient qui en égarèrent momentanément les preuves tout en archivant avec soin les fiches de nos compatriotes de gauche, antinucléaires et pacifistes.

PERMANENCES CITOYENNES DES FOURMIS ROUGES

(SOUTIEN DANS VOS DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, CONTACT CITOYEN)

PERMANENCE DE VERENA BERSETH ET DE JOHNSON BASTIDAS

TOUS LES MERCREDIS À 19H00, RUE DE L'AVENIR 25 (LOCAUX EFRE)

PERMANENCE DES MUNICIPAUX KARINE CLERC ET DIDIER DIVORNE

CHAQUE MERCREDI SOIR, ENTRE 17H30 ET 18H30 AU RESTAURANT DE LA ROSE ROUGE, RENENS

ONT PARTICIPÉ À CETTE ÉDITION:
Bernard Borel, Karine Clerc, Nicolas Freymond, Philippe Hertig, Marianne Huguenin, Marta Pinto, Danièle Pittet, Irène Schmidlin, Marie Schneider, Silvio Torriani.
CP 178 – 1020 Renens – CCP 10-1793-1
fourmi.renens@yahoo.fr